

Le 5 novembre 2014

Lettre ouverte des ONG aux États membres de l'Assemblée générale sur le processus de sélection du Secrétaire général de l'ONU

À l'attention de : Chefs d'État et de gouvernement, Ministres des Affaires étrangères, Représentants permanents auprès des Nations Unies

Excellences,

La sélection du nouveau Secrétaire général en 2016 sera l'une des décisions les plus importantes que l'Assemblée générale fera au cours des dix prochaines années. Le nouveau Secrétaire général devra aborder un monde confronté à des guerres civiles de plus en plus dangereuses, des catastrophes humanitaires et environnementales, au terrorisme, au développement régressif, aux crises économiques et financières, et à l'inégalité. Un leadership mondial et une coopération internationale sont plus que jamais nécessaires. Il est essentiel que le candidat le plus qualifié soit choisi pour devenir Secrétaire général de l'ONU.

L'importance et la complexité du poste a radicalement changé au cours des 69 dernières années, tout comme les menaces et les défis auxquels l'ensemble du système des Nations Unies est confronté. Le leadership des Secrétaires généraux de l'ONU successifs - en tant que principaux officiers administratifs, diplomates, médiateurs et représentants des buts et principes des Nations Unies - a joué un rôle fondamental dans l'élaboration du travail des Nations Unies. Ils ont fourni une opinion publique essentielle sur la scène internationale sur les questions clés de paix et de sécurité, du développement et des droits humains.

La procédure que l'Assemblée générale a adoptée en 1946 pour sélectionner le Secrétaire général de l'ONU est clairement obsolète et n'est pas adaptée pour la sélection du meilleur candidat possible. Elle satisfait de loin aux pratiques de recrutement modernes pour les nominations de hauts fonctionnaires internationaux, ainsi qu'aux propres normes et idéaux de l'ONU. Nous soulignons, par exemple, qu'aucune femme n'a jamais été sélectionnée pour devenir Secrétaire général de l'ONU, et que très peu ont été sérieusement prises en considération.

Au cours des vingt dernières années, de nombreuses organisations internationales, dont l'ONU, ont apporté d'importantes améliorations et de réformes aux mécanismes de procédure afin d'améliorer la transparence et la responsabilité des nominations de haut niveau. Il est impératif que le processus de sélection du prochain Secrétaire général de l'ONU soit modifié afin qu'il réponde aux normes plus élevées en faveur desquelles l'Assemblée générale de l'ONU, les experts de l'ONU et la société civile ont constamment plaidé. Un processus de sélection plus ouvert et inclusif engageant tous les États membres de l'ONU permettra également de revitaliser les Nations Unies et de renforcer son autorité dans le monde.

Un groupe d'organisations de la société civile fortement engagées à respecter la Charte de l'ONU et ses valeurs ont convenu d'un ensemble de principes et fait des propositions qui constituent la base d'une réforme urgente et crédible. Les propositions sont réalistes et ne nécessitent pas de modification de la Charte de l'ONU. Un grand nombre d'entre elles ont déjà été approuvées par une majorité d'États membres de l'ONU.

Ils comprennent la publication de critères de sélection formels, un appel à candidatures et un calendrier précis pour le processus de sélection qui permet une évaluation adéquate des candidats, y compris à travers une liste officielle des candidats et la présentation des déclarations de vision des candidats.

Nous estimons que tous les États membres de l'Assemblée générale peuvent et doivent jouer un rôle plus important et significatif dans le processus de nomination.

Par exemple, l'Assemblée générale devrait tenir des sessions ouvertes qui permettent aux États membres et, conformément aux procédures de l'Assemblée générale, aux autres parties prenantes, de répondre aux candidats et d'examiner leur candidature. L'Assemblée devrait demander que les candidats s'engagent à ne pas faire de promesses en matière de nomination spécifique de haut niveau en amont de la décision de l'Assemblée sur la nomination du Secrétaire général.

En outre, le Conseil de sécurité pourrait être invité à présenter ou à recommander plus d'un candidat à l'Assemblée générale. Une autre recommandation est qu'il ne soit prévu qu'un seul mandat d'une période de sept ans non renouvelable, ce qui aiderait le Secrétaire général à poursuivre un programme à long terme sans avoir à être interrompu par une campagne de réélection.

Les propositions sont décrites dans la plate-forme politique ci-jointe pour une nouvelle campagne mondiale : 1 pour 7 milliards - Trouver le meilleur dirigeant de l'ONU. Un plus grand nombre d'organisations et d'individus du monde entier rejoignent cette campagne jour après jour. Les documents d'information pertinents sont disponibles sur www.1for7billion.org/background.

Alors que les Nations Unies s'apprêtent à célébrer le 70e anniversaire de la Charte de l'ONU l'année prochaine, nous espérons que les États membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité saisiront cette occasion historique de lancer un ensemble clé de réformes fondamentales, y compris celles qui sont décrites dans notre document, afin de veiller à ce que le candidat le plus qualifié soit choisi afin de devenir le prochain Secrétaire général des Nations Unies.

Veillez agréer, vos Excellences, nos sentiments respectueux, *

Dinah Musindarwezo, Directrice exécutive
African Women's Development and Communication Network (FEMNET)

Salil Shetty, Secrétaire général
Amnesty International

Ricken Patel, Directeur exécutif
Avaaz

Danny Sriskandarajah, Secrétaire général
CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation

Yasmeen Hassan, Directrice internationale
Equality Now

Evelyn Balais-Serrano, Directrice exécutive
Forum-Asia

Jens Martens, Directeur
Global Policy Forum

John Burroughs, Directeur exécutif
Lawyers Committee on Nuclear Policy

Roberto Bissio, Coordinateur
Social Watch

Chee Yoke Ling, Directrice
Third World Network

Eleanor Blomstrom, Directrice de programme
Women's Environment and Development Organization (WEDO)

William R. Pace, Directeur exécutif
World Federalist Movement-Institute for Global Policy

Bonian Golmohammadi, Secrétaire général
World Federation of United Nations Associations

Contact

William R. Pace, Directeur exécutif
WFM-Institute for Global Policy
708 Third Avenue, Suite 1715
New York, NY, USA 10017
Téléphone : +1 (646) 465-8520
Email : info@instituteforglobalpolicy.org

** Depuis le lancement de la campagne « 1 pour 7 milliards » en novembre 2014, des dizaines d'ONG du monde entier ont rejoint notre appel à un processus de sélection plus ouvert et inclusif. Rendez-vous sur for7billion.org/ngo-endorsements pour une liste complète et à jour de ceux qui nous soutiennent.*